

France-Paris: Modular and portable buildings

OJ S 244/2023 19/12/2023

Contract notice

Supplies

Legal Basis:

Directive 2014/24/EU

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: ile de France Mobilités

Postal address: 39 - 41 rue de Chateaudun

Town: Paris

NUTS code: FR10 Ile-de-France

Postal code: 75009

Country: France

Contact person: Mr. Laurent PROBST, directeur général/FCP/Département Commande publique - (Mme TOTEMS Stéphanie)

E-mail: Stephanie.totems@iledefrance-mobilites.fr**Internet address(es):**Main address: <http://www.iledefrance-mobilites.fr>Address of the buyer profile: <https://idfm.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/index.jsp>**I.3. Communication**The procurement documents are available for unrestricted and full direct access, free of charge, at: <http://achatpublic.com>

Additional information can be obtained from the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: https://idfm.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2023_Pr4ZIA77JrElectronic communication requires the use of tools and devices that are not generally available. Unrestricted and full direct access to these tools and devices is possible, free of charge, at: <http://achatpublic.com>**I.4. Type of the contracting authority**

Regional or local authority

I.5. Main activity

Other activity: Transport

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement**II.1.1. Title**

centre opérationnel bus (cob) éphémère d'aulnay-sous-bois - location, installation et maintenance de bâtiments modulaires provisoires pour accueillir une zone de restauration

Reference number: 2023-099

II.1.2.

Main CPV code

44211100 Modular and portable buildings

II.1.3. Type of contract

Supplies

II.1.4. Short description

le marché porte sur la fourniture et la pose, la location et l'entretien de bâtiments modulaires destinés à accueillir les activités liées à la restauration du personnel associé pendant la période des jeux olympiques et jeux paralympiques qui se déroulera durant l'été 2024

II.1.5. Estimated total value

Value excluding VAT: 1 500 000,00 EUR

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.2. Description**II.2.2. Additional CPV code(s)**

44211100 Modular and portable buildings

II.2.3. Place of performance

NUTS code: FR10 Ile-de-France

Main site or place of performance: aulnay-Sous-Bois

II.2.4. Description of the procurement

en vue des Jeux Olympiques (Jo) de Paris 2024, le Comité d'organisation des Jeux Olympiques (Cojo) s'appuie sur Île-De-France Mobilités pour assurer l'organisation du transport des personnes accréditées (athlètes, staff, médias, etc.) et des spectateurs. Un nombre d'environ 900 bus et cars a été identifié par le COJO pour permettre d'assurer les déplacements des personnes accréditées. La gestion de l'exploitation et la maintenance de ces véhicules sera réalisée sur un centre opérationnel bus (Cob) temporaire. ce COB accueillera l'ensemble des fonctions nécessaires à la gestion du réseau des transports des accrédités et du personnel associé pendant la période des JO et JP qui se déroulera durant l'été 2024

II.2.5. Award criteria

Price is not the only award criterion and all criteria are stated only in the procurement documents

II.2.6. Estimated value

Value excluding VAT: 1 500 000,00 EUR

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 18

This contract is subject to renewal: no

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2.11. Information about options

Options: no

II.2.13.

Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

II.2.14. Additional information

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions for participation

III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

Formulaire e-dume (partie Iv) ou : - pouvoir(s) habilitant le signataire à engager le soumissionnaire individuel ou chaque membre du groupement ; - formulaire Dc1, complété, daté et signé ou à défaut une lettre de candidature présentant les membres du groupement ; - déclaration sur l'honneur pour juger qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du CCP et L. 2141-8, à L. 2141-11 du même code susvisée et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés datée ; - l'attestation sur l'honneur que le candidat n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin no 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L8221-1, L8231-1, L8241-1 et L8251-1 du code du travail. Lorsque le soumissionnaire est en redressement judiciaire, le soumissionnaire produit la copie du ou des jugements prononcés ; Toutefois, en vertu de l'article 1 de l'ordonnance no 2020-738 prise sur le fondement de la loi no 2020-319 du 25 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, les entreprises qui bénéficient d'un plan de redressement peuvent se porter candidates aux contrats de la commande publique. Autrement dit, ces entreprises ne peuvent être exclues pour ce seul motif de redressement judiciaire et n'ont plus à démontrer qu'elles ont été habilitées à poursuivre leur activité pendant la durée prévisible du contrat. - Formulaire Dc2, Complété, daté

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

Formulaire e-dume (partie Iv) ou Dc2 ou : - déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires* concernant les prestations objet du marché, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles. *En vertu de l'article 3 de l'ordonnance no 2020-738 prise sur le fondement de la loi no 2020-319 du 25 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, la baisse du chiffre d'affaires du candidat ne sera pas prise en compte. Il est ici question de la baisse intervenue au titre du ou des exercices sur lesquels s'imputent les conséquences de la crise sanitaire. - Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;

III.1.3. Technical and professional ability

List and brief description of selection criteria:

Formulaire e-dume (partie Iv) ou Dc2 ou : - déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour les 3 dernières années. - Effectif de l'équipe dédiée à l'opération : l'indication des noms de l'équipe d'encadrement pressentie pour exécuter le marché, avec mention des titres d'études, qualifications professionnelles pertinentes et les CV pour chaque membre de l'équipe d'encadrement. Ils devront tous être présentés sous le même format : 3 pages maximum et présenter 5 références maximum. - Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose

pour la réalisation de marchés de même nature. - Une liste des principaux travaux fournis au cours des trois (03) dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé ; le candidat présentera 5 références maximum réalisées ou en cours de réalisation, de nature et de volume proches du présent marché, justifiant des niveaux de qualifications professionnelles exigées

III.2. Conditions related to the contract

III.2.2. Contract performance conditions

clause papier Tous les documents livrables devront être mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format.pdf ou équivalent) et/ou sur des supports en papier recyclé ou éco labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (exemples : labels fsc, pefc ou équivalent). - Annexe 5 du règlement de la consultation : performance sociale et environnementale Paris 2024. Clause stagiaire : le Titulaire s'engage à proposer un stage au minimum de deux mois, par tranche de 700 000 euro(s) HT sur le montant du marché

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Open procedure Accelerated procedure Justification:

le délai minimum de consultation est de quinze jours, conformément au 3° de l'article R.2161-3 du code de la commande publique en raison d'une situation d'urgence rendant le délai de 30 jours impossible à respecter. Cette urgence est objective et n'est pas imputable à l'acheteur. D'Une part, une procédure d'appel d'offres ouvert a d'abord été lancée par l'acheteur, sous le numéro 2023-099 ; celle-ci a été déclarée sans suite, seule une offre irrégulière ayant été reçue. Une procédure négociée a ensuite été mise en oeuvre par l'acheteur, sous la référence 2023-091 ; celle-ci a été déclarée sans suite, aucune offre ni candidature n'ayant été remise dans les délais impartis. L'Urgence ne résulte donc pas d'un manque d'anticipation de l'acheteur. D'Autre part, compte tenu du calendrier imposé de mise en service du site en vue de son utilisation dans le cadre de l'organisation des JOP de Paris 2024, l'acheteur est donc dans l'impossibilité de respecter le délai minimal de 30 jours

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The procurement involves the establishment of a framework agreement
Framework agreement with a single operator

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: no

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 02/01/2024 Local time: 10:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French

IV.2.6.

Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in months: 8 (from the date stated for receipt of tender)

IV.2.7. Conditions for opening of tenders

Date: 02/01/2024 Local time: 11:00

Place:

locaux d'île-de-france Mobilités

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.2. Information about electronic workflows

Electronic invoicing will be accepted

VI.3. Additional information

le marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire. Il est rémunéré sur la base de prix unitaires listés dans le bordereau des prix (Bpu). L'Accord cadre est conclu sans montant minimum mais avec un montant maximum de 1 500 000 euro(s) HT pour toute la durée du marché. La visite du site est recommandée afin d'évaluer l'environnement et les contraintes et spécificités du projet. Les critères intervenant pour l'analyse de la candidature sont : capacités financières, capacités techniques et professionnelles. Précisions quant aux critères d'attribution : l'offre économiquement la plus avantageuse sera choisie à l'issue d'un classement, selon les critères tels qu'indiqués au sein du règlement de consultation. Précision quant au système d'élimination des offres : il est instauré un système d'élimination des offres : le candidat dont la note brute de la somme des critères 1 et 2 est strictement inférieure à 30 points sur 60 verra son offre rejetée sans qu'il soit fait l'analyse du critère Prix. Précisions quant aux modalités de transmission des plis : les plis sont obligatoirement dématérialisés et doivent impérativement être réceptionnés, avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées dans la présente annonce. Une copie de sauvegarde papier et ou sur support physique électronique peut être remise selon les modalités inscrites au sein du règlement de consultation. Le financement des prestations donne lieu à un accord entre Île-De-France Mobilités et Paris 2024. Le délai global de paiement est de trente (30) jours, prévu par le code de la commande publique à compter de la date de réception de la demande de paiement établie et transmise conformément aux dispositions contractuelles. Sauf refus du titulaire exprimé dans l'acte d'engagement, une avance sera versée dans les conditions fixées par l'article R2191-3 et suivants du code de la commande publique.

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: tribunal administratif de Paris

Postal address: 7 rue de Jouy

Town: Paris

Postal code: 75181

Country: France

Internet address: <https://tribunal-de-paris.justice.fr/75>

VI.4.2. Body responsible for mediation procedures

Official name: consultatif Interdépartemental de Règlement Amiable des différends ou litiges

Postal address: 5 rue Leblanc

Town: Paris
Postal code: 75911
Country: France
Internet address: <https://prefectures-regions.gouv.fr/ile-de-france>

VI.4.3. Review procedure

Precise information on deadline(s) for review procedures:

avant la signature du marché : - un référé précontractuel (art. L. 551-1 et suivants du Code de Justice Administrative), depuis le début de la procédure jusqu'à la date de conclusion du contrat. Après la signature du marché : - un référé contractuel (art. L. 551-13 et suivants du Code de Justice Administrative), le jour suivant la notification du marché et selon les délais précisés par l'article R. 551-7 et suivants du Code de Justice Administrative ; - un recours en contestation de la validité du contrat (Conseil d'Etat, 4 avril 2014, no 358994, département de Tarn et Garonne) dans un délai de 2 mois suivant la parution de l'avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation

VI.4.4. Service from which information about the review procedure may be obtained

Official name: tribunal administratif de Paris
Postal address: 7 rue de Jouy
Town: Paris
Postal code: 75181
Country: France
Internet address: <https://www.tribunal-de-paris.justice.fr/75>

VI.5. Date of dispatch of this notice

14/12/2023